

## Science ouverte : « Il faut éviter de se réfugier derrière des slogans » (J-Y. Mérindol)

*Jean-Yves Mérindol*

Paris - Article n°302759 - Publié le 11/10/2023 à 17:44

« Il faut éviter de se réfugier derrière des slogans tels que :

- “aussi ouvert que possible, aussi fermé que nécessaire” ;
- “redonner le contrôle de l'édition aux scientifiques” ;
- “le modèle diamant [qui ne nécessite pas de contributions directes de l'auteur ou du lecteur ] est finançable par le modèle des abonnements”. »

C'est ce que déclare [Jean-Yves Mérindol](#), président fondateur du consortium Couperin, et notamment ancien président de l'ENS Cachan, lors des Rencontres sur la science ouverte organisées par le SNE, la FNPS et le SGDL à Paris, le 05/10/2023.

Pour lui, « ces slogans reposent en général sur des analyses au mieux imprécises, au pire fausses. Bien entendu, en temps de guerre, la propagande a un rôle extrêmement utile ; mais comme je continue à penser que nous ne sommes pas en temps de guerre, je crois qu'il faut éviter les éléments de propagande et aller plus loin pour creuser les questions que cela pose ».

Ses propos font allusion à ceux du P-DG du CNRS [Antoine Petit](#) le 13/09, pour qui la science ouverte est « un combat contre un certain nombre d'éditeurs commerciaux », « des ennemis (...) qui sont contre le système de science ouverte pour des raisons économiques ».

« Ces déclarations martiales m'ont posé problème », réagit Jean-Yves Mérindol. « Je me suis dit que venir introduire une conférence organisée par des syndicats d'éditeurs c'est passer dans le camp de l'ennemi, faire de l'intelligence avec l'ennemi, de la trahison. Je me suis aussi dit qu'Antoine Petit avait probablement utilisé des paroles qui dépassaient le fond de sa pensée et que donc ma présence ne serait pas retenue contre moi ».

[Poursuivre la lecture sur le site](#)

### [Les trois « slogans » décortiqués par Jean-Yves Mérindol](#)

Jean-Yves Mérindol indique à News Tank pourquoi il considère ces trois phrases comme des « slogans ».

« **Aussi ouvert que possible, aussi fermé que nécessaire** »

« L'interprétation de ce slogan, qui s'applique le plus souvent aux données, dépend des intérêts de celui qui l'emploie.

Il peut être repris autant :

- par les éditeurs comme Elsevier (pour qui il est nécessaire de préserver de forts profits) ;
- que par le CNRS pour qui il signifie que tout ce qu'il achète doit être gratuit, donc ouvert; tout ce qu'il peut vendre, comme les brevets ou les licences d'exploitation, doit rester fermé donc payant ».

•

#### « Redonner le contrôle de l'édition aux scientifiques »

« Il est rare que ceux qui utilisent cet argument précisent de quel pouvoir ils parlent (éditorial, commercial, sur une revue, sur la sélection des articles, sur une maison d'édition). Dès le début, la plupart des maisons d'édition n'ont pas été dirigées par des scientifiques (Belles Lettres, PUF, etc.). Personne n'a "pris" ici aux scientifiques un pouvoir qu'il faudrait leur rendre », indique-t-il.

Enfin, « l'open access n'a guère de rapport avec ce sujet. On le voit avec :

- les revues de la Société mathématique de France (communauté scientifique) qui en sont toujours aux abonnements ;
- les Publications scientifiques de l'IHES (Springer) passées aux APC [frais demandés par des éditeurs aux chercheurs ou leurs institutions pour publier en accès ouvert dans leurs revues] ;
- ou encore avec EDP que la Société française de physique, inquiète devant les développements de la science ouverte, a vendu a une société chinoise ».

•

#### « Le modèle diamant est finançable par le modèle des abonnements »

« Cette idée d'équilibre dans les financements est absurde quand on raisonne revue par revue, ce qui explique que la plupart des revues anciennes ne basculent pas vers le diamant », indique-t-il.

« Il est probable que le ministère a en tête un équilibre au niveau mondial, en agrégeant tous les pays et toutes les revues. Mais il devrait alors le préciser.

Et, de toute façon, comme ceci modifierait toutes les sources publiques de financement (universités, agences, états, fondations), cela reste une utopie sur laquelle on ne devrait pas fonder une politique publique ».

#### « Profits très importants de certains éditeurs : un problème »

« Certains éditeurs font des profits très importants : c'est un problème ; et cela explique d'ailleurs l'état de frustration ou d'irritation que j'ai un peu présenté au début sur la position du CNRS », reconnaît Jean-Yves Mérimod en introduction du colloque.

« Mais il est clair que le CNRS se retrouve devant une augmentation des crédits documentaires, notamment à travers les APC, qui lui pose problème financièrement. Ces gros bénéfices de certains éditeurs ne peuvent que choquer les scientifiques et encourager les revendications allant, à l'extrême, à celle d'une édition sans éditeurs », indique-t-il.

« Cela explique aussi des procédures de désabonnement d'un certain nombre d'institutions, tel le MIT et plus récemment en France l'Université de Lorraine, aux bouquets numériques de certains éditeurs qu'elles considèrent trop chers. Ce problème ne doit pas être minoré : ces profits énormes mettent en difficulté les acheteurs [que sont] les institutions de recherche. »

« Les dirigeants du CNRS indiquent qu'on ne doit pas publier dans des revues qui exigent des

APC : si l'auteur obéit au CNRS, il restreint son champ de publications possible », estime-t-il toutefois.

« Dieu soit loué, les auteurs du CNRS ont l'habitude de ne pas obéir à leur direction. Ce risque est donc plus théorique que réel. Cette atteinte à la liberté académique n'est pas dramatique ni terrifiante, mais elle est sérieuse : on ne peut pas rester dans le déni ».

### **Science ouverte : « un moyen de pression très faible »**

Quant à savoir « si le système de science ouverte tel qu'il est présenté va aborder la question des profits en étant un moyen de pression pour les limiter : c'est une question ouverte. Mon opinion personnelle est que ce moyen de pression est très faible et que la science ouverte ne met pas en cause véritablement la capacité de certains très grands éditeurs à faire des profits considérables ».

Et d'ajouter que « quand on est militant de la science ouverte, on ne doit pas imaginer qu'on court deux lièvres à la fois :

- un lièvre qui est l'ouverture de la science, quelque chose de généreux,
- et un deuxième lièvre qui est de faire pression sur les éditeurs pour qu'ils renoncent à ces profits ».
- 

### **Analogie entre les secteurs de l'édition scientifique et de la haute couture**

« Comment ces grands groupes éditoriaux, capables de dégager des ratios de bénéfices sur chiffre d'affaires très élevés, continuent à prospérer... alors qu'ils sont en butte à des critiques fortes depuis une vingtaine d'années justement sur l'excès de leurs bénéfices ? », interroge encore Jean-Yves Mérimondol.

Et de faire une analogie avec l'industrie de la haute couture où « le client accepte de payer des vêtements très chers, avec des sommes hors de portée par rapport à ce qu'a coûté la mise en œuvre ces vêtements, parce qu'il acquiert ainsi un bien symbolique qui le valorise à ses propres yeux et à ceux de son groupe social ».

De même, en publiant dans certaines revues, le scientifique acquiert selon lui un bien symbolique :

*« Le prestige scientifique lié à cette revue. Mais on voit bien la différence : dans le cas d'une revue scientifique, le client ce n'est pas le lecteur, c'est l'auteur(...). Dans ce contexte, ce n'est donc pas très surprenant que le système des APC ait rencontré le succès ».*

### **« Éviter les prévisions apocalyptiques »**

Selon Jean-Yves Mérimondol, il y a aussi « un deuxième écueil à éviter : les prévisions apocalyptiques ».

Il rappelle que « quand la Loi pour une République numérique a été discutée, la Loi "Le Maire" de 2016, il y a eu des confrontations, un dialogue difficile et certains, du côté des éditeurs, ont expliqué que la loi, y compris dans son compromis final, allait marquer la disparition de l'édition, de leur secteur : ça n'a pas été le cas (...).

Cette loi n'est pas pour autant un aboutissement ultime, des évolutions sont nécessaires », notamment avec l'essor des outils d'IA, estime-t-il.

### Qualité du travail des referees : « un problème sérieux »

Enfin, selon Jean-Yves Mérindol, « il y a maintenant dans l'ensemble de la science, ouverte ou pas, un problème sérieux : la qualité et la profondeur du travail [d'évaluation des publications scientifiques] effectué par les referees ».

Avec une question : « comment associer à l'évaluation scientifique, les chercheurs confirmés et ne pas obtenir l'association que de jeunes chercheurs désireux de se faire connaître ? ».

Et le fondateur du consortium Couperin de s'interroger :

- « Est-il possible pour une grande partie des revues de continuer à faire travailler des referees en se dispensant de les rémunérer ? » ;
- « On pourrait se poser aussi la question pour les auteurs : est-ce qu'on peut payer les auteurs ? On voit immédiatement la question éthique, et un peu absurde dans un monde où, grâce aux APC, c'est plutôt les auteurs qui payent ; mais après tout, pour les livres des auteurs sont payés ».

**Jean-Yves Mérindol**

Professeur de mathématiques @ Université de Strasbourg (Unistra)

...